

LISTE DES TEXTES LEGISLATIFS ET REGLEMENTAIRES COMMENTES EN 2021

REGLEMENTATION BANCAIRE

Blanchiment et lutte contre le terrorisme

- 1- Identification et vérification – Opérations de crédit – Opérations de marché - Lignes directrices relatives à l'identification, la vérification de l'identité et la connaissance de la clientèle - Publiées au registre de l'Autorité de contrôle prudentiel et de résolution (ACPR) du 16 décembre 2021 (ASF 22.048 du 23 février 2022)
- 2- Orientations de l'Autorité bancaire européenne du 16 novembre 2021 prises au titre des articles 17 et 18, paragraphe 4, de la directive (UE) 2015/849, sur les mesures de vigilance à l'égard de la clientèle et sur les facteurs que les établissements de crédit et les établissements financiers devraient prendre en considération lorsqu'ils évaluent les risques de blanchiment de capitaux et de financement du terrorisme associés aux relations d'affaires individuelles et aux transactions conclues à titre occasionnel («Les orientations sur les facteurs de risque de blanchiment de capitaux et de financement du terrorisme»), abrogeant et remplaçant les orientations JC/2017/37 (EBA/GL/2021/02) (ASF22.027 du 3 février 2022)

Compagnie holding d'investissement

- 3- Arrêté du 28 juillet 2021 modifiant l'arrêté du 3 novembre 2014 relatif à la surveillance prudentielle sur base consolidée (ASF 21.186 du 4 août 2021)

Comité français d'organisation et de normalisation bancaires (CFONB)

- 4- Communication CFONB n° 20210014 du 8 juin 2021 relative au guide de mise en place de l'identification des représentations d'impayés de prélèvement SEPA (SDD Core) pour défaut de provision (débiteurs consommateurs) (ASF 21.156 du 25 juin 2021)

Etablissement de crédit et d'investissement

- 5- Arrêté du 28 juillet 2021 modifiant le règlement n° 86-21 du 24 novembre 1986 relatif aux activités non bancaires (ASF 21.190 du 10 août 2021)
- 6- Arrêté du 28 juillet 2021 modifiant le règlement n° 98-05 du 7 décembre 1998 relatif aux opérations de crédit des entreprises d'investissement (ASF 21.189 du 10 août 2021)
- 7- Arrêté du 28 juillet 2021 abrogeant le règlement n° 97-04 du 21 février 1997 relatif aux normes de gestion applicables aux entreprises d'investissement autres que les sociétés de gestion de portefeuille, l'arrêté du 20 février 2007 relatif aux exigences de fonds propres applicables aux établissements de crédit et aux entreprises d'investissement, le règlement n° 93-05 du 21 décembre 1993 relatif au contrôle des grands risques et le règlement n° 90-02 du 23 février 1990 relatif aux fonds propres (ASF 21.188 du 10 août 2021)

FIBEN

- 8- Lettre de la directrice générale de l'AFECEI du 20 décembre 2021 à l'attention des membres de l'AFECEI : notation des entreprises – Nouvelle échelle de cotation « NEC » (ASF 21.230 du 27 décembre 2021)

Prestataires de services de paiement

- 9- Arrêté du 8 juillet 2021 modifiant l'arrêté du 29 juillet 2009 relatif aux relations entre les prestataires de services de paiement et leurs clients en matière d'obligations d'information des utilisateurs de services de paiement et précisant les principales stipulations devant

figurer dans les conventions de compte de dépôt et les contrats-cadres de services de paiement (ASF 21.185 du 4 août 2021)

FISCALITE

Avances remboursables

- 10- BOFIP 27/01/2021 : Simplification des obligations des établissements de crédit ou des sociétés de financement (ASF 21.045 du 28 janvier 2021)
- 11- BOFIP du 10 mars 2021 : crédit d'impôt au profit des établissements de crédit et des sociétés de financement qui octroient des prêts à taux zéro (PTZ+) permettant la première accession à la propriété des personnes physiques – Aménagements du dispositif (ASF 21.153 du 24 juin 2021)

Aviseur (fournissant aux administrations publiques des renseignements relatifs à la découverte de manquements)

- 12- Arrêté du 25 janvier 2021 relatif aux modalités d'attribution de l'indemnité prévue à l'article L. 10-0 AC du livre des procédures fiscales (ASF 21.046 du 28 janvier 2021)

Brexit

- 13- BOFIP du 11 mars 2021 : effets du retrait du Royaume-Uni de l'Union européenne (UE) sur les avantages fiscaux consentis aux personnes physiques et morales en faveur des investissements réalisés dans l'UE ou dans l'Espace économique européen (EEE) (ASF 21.089 du 15 mars 2021)

Cession-bail

- 14- Article 33 de la loi n° 2020-1721 du 29 décembre 2020 de finances pour 2021 (ASF 21.004 du 4 janvier 2021)
- 15- Étalement de la plus-value réalisée lors de la cession d'un immeuble par une entreprise à une société de crédit-bail – Cessions réalisées entre le 1^{er} janvier 2021 et le 30 juin 2023 (ASF 21.164 du 6 juillet 2021)

Commission des infractions fiscales

- 16- Décret n° 2020-1731 du 29 décembre 2020 : modalités de saisine de la commission des infractions fiscales et à la procédure suivie devant celle-ci (ASF 21.027 du 11 janvier 2021)

Comptes financiers

- 17- BOFIP du 15 décembre 2021 : précisions relatives aux déclarations rectificatives déposées par les institutions financières au titre des échanges de renseignements sur les comptes financiers (ASF 21.227 du 20 décembre 2021)

Conformité fiscale

- 18- Décret n° 2021-25 du 13 janvier 2021 : création de l'examen de conformité fiscale (ASF 21.038 du 20 janvier 2021)
- 19- Arrêté du 13 janvier 2021 d'application du décret n° 2021-25 du 13 janvier 2021 portant création de l'examen de conformité fiscale (ASF 21.037 du 20 janvier 2021)

Cotisation foncière des entreprises (CFE)

- 20-** BOFIP du 1^{er} décembre 2021 : extinction des dispositifs d'exonérations fiscales en faveur des entreprises implantées dans les zones de recherche et de développement des pôles de compétitivité (ASF 22.009 du 13 janvier 2022)

Cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises (CVAE)

- 21-** BOFIP du 7 juillet 2021 : baisse des impôts de production – Réduction de moitié du taux de CVAE et abaissement du taux de plafonnement de la contribution économique territoriale en fonction de la valeur ajoutée – Jurisprudences – Collectivités territoriales et EPCI – Nouveau schéma de financement (ASF 21.179 du 3 août 2021)
- 22-** BOFIP du 24 mars 2021 : délégation de service public – Traitement fiscal de l'indemnité de remise de biens de retour non amortis perçue par un délégataire et versée par le délégant – Rescrit (ASF 21.101 du 29 mars 2021)

Crédit-bail immobilier

- 23-** BOFIP du 6 janvier 2021 : simplification des obligations en matière d'acquisition d'un immeuble résultant de la levée d'une option d'achat (ASF 21.022 du 11 janvier 2021)

Crédits d'impôts divers

- 24-** BOFIP du 25 août 2021 : aménagements du dispositif de crédit d'impôt pour investissements pour le crédit-bail en Corse (ASF 21.195 du 31 août 2021)
- 25-** Arrêté du 27 mai 2021 pris pour l'application de l'article 200 quater C du code général des impôts relatif aux véhicules électriques et aux systèmes de charges (ASF 21.191 du 13 août 2021)
- 26-** BOFIP du 30 juin 2021 : création d'un crédit d'impôt temporaire pour les PME engageant des dépenses pour la rénovation énergétique des bâtiments à usage tertiaire (ASF 21.165 du 6 juillet 2021)

Déclaration pays par pays

- 27-** Arrêté du 3 février 2021 : modification de l'arrêté du 6 juillet 2017 modifié pris en application du II de l'article 223 quinquies C du code général des impôts (ASF 21.055 du 5 février 2021)

Dispositifs hybrides

- 28-** BOFIP du 15 décembre 2021 : mesures de lutte contre les dispositifs hybrides issus de l'interaction des systèmes d'imposition des sociétés des Etats membres de l'Union européenne, entre eux ou vis-à-vis d'Etats ou de territoires tiers (ASF 21.226 du 20 décembre 2021)

Dispositions transfrontières

- 29-** BOFIP du 21 juillet 2021 : délai de la déclaration des dispositifs transfrontières en cas de transfert de l'obligation déclarative – Censure par le Conseil d'Etat (CE, décision du 25/06/2021, n° 448486) (ASF 21.180 du 3 août 2021)

Fichiers des écritures comptables (FEC)

- 30-** BOFIP du 15 décembre 2021 : précisions doctrinales relatives aux modalités de mise en oeuvre de l'amende prévue en cas de défaut de présentation de la comptabilité par la remise d'une copie des fichiers des écritures comptables (ASF 21.224 du 20 décembre 2021)

Fraude

- 31- BOFIP du 13 janvier 2021 : précisions doctrinales relatives à la procédure de traitement informatique et au contrôle inopiné informatique (ASF 21.033 du 18 janvier 2021)

Fusions et opérations assimilées

- 32- BOFIP du 29 décembre 2021 : fusions et opérations assimilées – Maintien du droit au report des déficits transférés sur agrément en cas de changement d'activité de la société bénéficiaire – Rescrit (ASF 22.019 du 18 janvier 2022)

Groupes de sociétés

- 33- BOFIP 11 août 2021 : régime fiscal des groupes de sociétés – Utilisation du déficit d'ensemble, des charges financières nettes non déduites et de la capacité de déduction des charges financières inemployée, provenant de sociétés absorbées ou scindées au sein d'un groupe faisant l'objet d'une restructuration (ASF 21.192 du 13 août 2021)

Impôt sur les sociétés

- 34- BOFIP du 3 mars 2021 : élargissement du champ d'application du taux réduit d'impôt sur les sociétés aux sociétés dont le chiffre d'affaires est inférieur ou égal à 10 millions d'euros (21.082 du 9 mars 2021)

Outre-mer

- 35- BOFIP du 15 décembre 2021 : déduction fiscale au titre des investissements en outre-mer – Non-imposition des indemnités versées aux investisseurs en exécution d'un contrat de garantie fiscale – Rescrit (ASF 21.225 du 20 décembre 2021)
- 36- BOFIP du 9 juin 2021 : aménagements du dispositif de crédit d'impôt pour investissement outre-mer dans le secteur du logement social prévu à l'article 244 quater X du CGI (loi n° 2019-1479 du 28 décembre 2019 de finances pour 2020, art. 141, 142 et 144 ; loi n° 2020-1721 du 29 décembre 2020 de finances pour 2021, art.106) ; actualisation des plafonds de ressources et de loyers applicables au titre des années 2020 et 2021 dans le cadre des dispositifs d'aide fiscale à l'investissement outre-mer dans le secteur du logement social prévus à l'article 199 undecies C du CGI et à l'article 244 quater X du CGI (ASF 21.147 du 14 juin 2021)
- 37- BOFIP du 9 février 2021 : actualisation pour 2021 des plafonds de loyer, de ressources et d'investissement applicables aux investissements outre-mer (ASF 21.061 du 11 février 2021)

Prêt de titres

- 38- BOFIP du 3 mars 2021 : prêt de titres – Suppression à l'article 38 bis du code général des impôts (CGI) de renvois aux articles L. 211-24 à L. 211-26 du code monétaire et financier (loi n° 2020-1721 du 29 décembre 2020 de finances pour 2021, art. 175) (ASF 21.084 du 9 mars 2021)

Procédures collectives

- 39- BOFIP du 23 décembre 2020 : Régime des pénalités encourues susceptibles de remise en matière de procédure collective (Conseil d'Etat, décision du 30 septembre 2019, n° 415333) (ASF 21.010 du 6 janvier 2021)

- 40- BOFIP du 23 décembre 2020 : modification des conditions de la conversion à titre définitif de la déclaration de créances (loi n° 2019-486 du 22 mai 2019 relative à la croissance et la transformation des entreprises, art. 63) (ASF 21.005 du 6 janvier 2021)

Privilèges du Trésor

- 41- BOFIP du 23 décembre 2020 : nouvelles règles applicables au dispositif de la publicité du privilège du Trésor (loi n° 2019-486 du 22 mai 2019 relative à la croissance et la transformation des entreprises- art. 61) (ASF 21.009 du 6 janvier 2021)

Réévaluation des actifs

- 42- BOFIP du 9 juin 2021 : dispositif temporaire de neutralisation des conséquences fiscales des réévaluations libres d'actifs (ASF 21.148 du 15 juin 2021)

Report en arrière de déficit

- 43- BOFIP du 2 février 2022 : modalités de détermination du bénéfice d'imputation pour l'application du dispositif de report en arrière des déficits – Exclusion de la fraction du bénéfice ayant donné lieu à un impôt payé au moyen d'une réduction d'impôt -Etablissement de crédit – Sociétés de financement (ASF 22.031 du 3 février 2022)
- 44- BOFIP du 23 août 2021 : aménagement temporaire du dispositif de report en arrière des déficits subis par les entreprises passibles de l'impôt sur les sociétés (ASF 21.194 du 31 août 2021)
- 45- BOFIP du 24 février 2021 : entreprises faisant l'objet d'une procédure de conciliation – Remboursement accéléré des créances de report en arrière des déficits – Abandons de créances à caractère commercial (ASF21.079 du 3 mars 2021)

Rétablissement personnel

- 46- BOFIP du 10 février 2021 : effacement des dettes fiscales professionnelles en matière de rétablissement personnel (loi n° 2020-731 du 17 juin 2020 relative à diverses dispositions liées à la crise sanitaire, à d'autres mesures urgentes ainsi qu'au retrait du Royaume-Uni de l'Union européenne, art. 39) et actualisation des commentaires relatifs à la commission de surendettement des particuliers (loi n° 2016-1547 du 18 novembre 2016 de modernisation de la justice du XXIème siècle, art. 58 et loi n° 2016-1691 du 9 décembre 2016 relative à la transparence, à la lutte contre la corruption et à la modernisation de la vie économique) (ASF 21.067 du 22 février 2021)

Sociétés d'investissement immobiliers cotées (SIIC)

- 47- BOFIP du 3 mars 2021 : régime des sociétés d'investissements immobiliers cotées – Taux de l'obligation de distribution de la plus-value d'annulation des titres en cas de fusion de SIIC (loi n° 2020-1721 du 29 décembre 2020 de finances pour 2021, art. 16) (ASF 21.083 du 9 mars 2021)

Suramortissement

- 48- Article 25 de la loi n° 2021-1900 du 30 décembre 2021 de finances pour 2022 : Transition énergétique – Suramortissement – Transport maritime (ASF 22.028 du 3 février 2022)
- 49- BOFIP du 13 janvier 2021 : prorogation de la déduction exceptionnelle en faveur des équipements permettant aux navires et aux bateaux de transport de marchandises ou de passagers d'utiliser des énergies propres (loi n° 2020-1721 du 29 décembre 2020 de finances pour 2021, art. 143) (ASF 21.034 du 18 janvier 2021)

Taxes diverses

- 50- Articles 55 et 171 de la loi n° 2020-1721 du 29 décembre 2020 de finances pour 2021 : taxe sur les véhicules à moteur – Taxe à l'essieu – Malus CO2 – Malus au poids (ASF 21.072 du 24 février 2022)
- 51- BOFIP du 7 avril 2021 : taxe sur les conventions d'assurance – Situation des contrats des véhicules terrestres à moteur électriques (loi n° 2020-1721 du 29 décembre 2020 de finances pour 2021, art. 153) (ASF 21.112 du 8 avril 2021)
- 52- BOFIP du 8 avril 2021 : taxe sur certains services fournis par les grandes entreprises du secteur numérique – Mise à jour suite à consultation publique (ASF 21.154 du 24 juin 2021)

TVA

- 53- BOFIP du 13 janvier 2021 : appréciation de la condition de 70 % des trajets des navires de commerce maritime affectés à la navigation en haute mer en dehors des eaux territoriales pour l'année 2021 (CGI, art. 262, II) – Rescrit (ASF 21.035 du 18 janvier 2021)
- 54- BOFIP du 17 mars 2021 : simplification des obligations en matière de droit à déduction de la TVA sur la production ou la livraison d'immeubles (ASF 21.092 du 23 mars 2021)
- 55- BOFIP 30/12/2020 : obligation d'utilisation de logiciels ou systèmes de caisse certifiés – Intermédiation – Etablissement de crédit – Tolérance (ASF 21.007 du 6 janvier 2021)
- 56- Décret n° 2021-507 du 27 avril 2021 modifiant l'article 242-0 Z septies de l'annexe II au code général des impôts relatif aux modalités de dépôt des demandes de remboursement de TVA pour les professionnels non établis dans un pays membre de l'Union européenne (ASF 21.141 du 14 juin 2021)
- 57- BOFIP du 23 juin 2021 : transposition de la directive 2018/1910 du Conseil du 4 décembre 2018 en ce qui concerne l'harmonisation et la simplification de certaines règles dans le système de la TVA pour la taxation des échanges entre les États membres, mesures « Quick fixes » - Crédit-bail (loi n° 2019-1479 du 28 décembre 2019 de finances pour 2020, art. 34) (ASF 21.160 du 1^{er} juillet 2021)
- 58- Article 162 de la loi n° 2020-1721 du 29 décembre 2020 de finances pour 2021 : régime de groupe TVA (ASF 21.069 du 22 février 2021)
- 59- BOFIP du 22 décembre 2021 : paquet TVA sur le commerce électronique – Réforme des règles de TVA applicables aux opérations du commerce électronique (loi n° 2020-1721 du 29 décembre 2020 de finances pour 2021, art. 51 ; loi n° 2019-1479 du 28 décembre 2019 de finances pour 2020, art. 147) – Mise à jour suite à la consultation publique du 13 août au 13 octobre 2021 (ASF 22.022 du 21 janvier 2022)
- 60- Décret n° 2022-126 du 4 février 2022 fixant les modalités de dépôt des états récapitulatifs des clients (ASF 22.034 du 9 février 2022)
- 61- Décret n° 2021-290 du 16 mars 2021 précisant les modalités d'imputation des déficits et les obligations déclaratives des sociétés et établissements publics industriels et commerciaux membres de groupes fiscaux en application des articles 223 A à 223 U du code général des impôts (ASF 21.097 du 29 mars 2021)
- 62- BOFIP du 19 janvier 2022 : Abrogation de l'article 258 B du CGI relatif à la territorialité en matière de TVA (loi n° 2019-1479 du 28 décembre 2019 de finances pour 2020, art. 147) (ASF 22.021 du 21 janvier 2022)
- 63- Article 30 I-5° de la loi n° 2021-1900 du 30 décembre 2021 de finances pour 2022 : modalités d'option à la TVA pour le secteur financier (ASF 22.015 du 18 janvier 2022)
- 64- BOFIP du 1^{er} décembre 2021 : régime des ventes à distance – Régularisation d'erreurs commises par les opérateurs français – Rescrit (ASF 22.003 du 3 janvier 2022)

TEXTES JURIDIQUES D'INTERET COMMUN

Les principales lois et ordonnances de l'année 2021

- Ordonnance n° 2021-1490 du 17 novembre 2021 portant transposition de la directive (UE) 2019/1161 du Parlement européen et du Conseil du 20 juin 2019 modifiant la directive 2009/33/CE relative à la promotion de véhicules de transport routier propres et économes en énergie (ASF 22.008 du 7 janvier 2022)
- Loi n° 2021-1485 du 15 novembre 2021 visant à réduire l'empreinte environnementale du numérique en France (ASF 21.229 du 21 décembre 2021)
- Loi n° 2021-1308 du 8 octobre 2021 portant diverses dispositions d'adaptation au droit de l'Union européenne dans le domaine des transports, de l'environnement, de l'économie et des finances : AMF- ACPR - SEPA – Financement participatif – Non-discrimination à l'IBAN (ASF 22.020 du 20 janvier 2022)
- Ordonnance n° 2021-1190 du 15 septembre 2021 relative à la généralisation de la facturation électronique dans les transactions entre assujettis à la TVA et à la transmission des données de transaction (ASF 22.044 du 21 février 2022)
- Ordonnance n° 2021-1189 du 15 septembre 2021 portant création du Registre national des entreprises (en attente de mise en ligne)
- Ordonnance n° 2021-1192 du 15 septembre 2021 portant réforme du droit des sûretés (en attente de mise en ligne)
- Ordonnance n° 2021-1193 du 15 septembre 2021 portant modification du livre VI du code de commerce (insolvabilité) (en attente de mise en ligne)
- Loi n° 2021-1104 du 22 août 2021 portant lutte contre le dérèglement climatique et renforcement de la résilience face à ses effets (ASF 21.196 du 31 août 2021)
- Ordonnance n° 2021-796 du 23 juin 2021 portant transposition de la directive (UE) 2019/2034 du Parlement européen et du Conseil du 27 novembre 2019 concernant la surveillance prudentielle des entreprises d'investissement (ASF 21.172 du 16 juillet 2021)
- Ordonnance n° 2021-442 du 14 avril 2021 relative à l'accès aux données des véhicules (ASF 21.143 du 14 juin 2021)
- Loi n°2021-402 du 8 avril 2021 relative à la réforme du courtage de l'assurance et du courtage en opérations de banque et en services de paiement (ASF 21.120 du 27 avril 2021)

Blanchiment – Lutte contre le terrorisme – Relations financières avec certaines personnes ou entités

*Ces textes sont disponibles sur notre site internet www.asf-france.com
(partie privée) dans la rubrique « Blanchiment »*

- 65-** Décret n° 2021-1757 du 22 décembre 2021 modifiant l'article R. 561-36 du code monétaire et financier : TRACFIN – Droit d'opposition - opération non exécutée (ASF 21.232 du 30 décembre 2021)
- 66-** Arrêté du 25 février 2021 modifiant l'arrêté du 6 janvier 2021 relatif au dispositif et au contrôle interne en matière de lutte contre le blanchiment de capitaux et le financement du

terrorisme et de gel des avoirs et d'interdiction de mise à disposition ou d'utilisation des fonds ou ressources économiques (ASF 21.118 du 14 avril 2021)

67- Arrêté du 1^{er} février 2021 portant application des articles L. 562-3-1 et suivants du code monétaire et financier en matière de gel des avoirs sans délai (ASF 21.116 du 14 avril 2021)

68- Arrêté du 1^{er} février 2021 portant application des articles L. 713-16, L. 745-13, L. 755-13 et L. 765-13 du code monétaire et financier en matière de gel des avoirs à Saint-Barthélemy, à Saint-Pierre-et-Miquelon, en Nouvelle-Calédonie, en Polynésie française et dans les îles Wallis et Futuna (ASF 21.057 du 8 février 2021)

69- Arrêté du 6 janvier 2021 relatif au dispositif et au contrôle interne en matière de lutte contre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme et de gel des avoirs et d'interdiction de mise à disposition ou d'utilisation des fonds ou ressources économiques (ASF 21.117 du 14 avril 2021)

Commande publique

70- Décret n° 2021-357 du 30 mars 2021 portant diverses dispositions en matière de commande publique (ASF 21.151 du 24 juin 2021)

Comptes financiers

71- Arrêté du 18 mars 2021 modifiant l'arrêté du 9 décembre 2016 précisant le décret n° 2016-1683 du 5 décembre 2016 fixant les règles et procédures concernant l'échange automatique de renseignements relatifs aux comptes financiers, dites « normes communes de déclaration » (ASF 21.099 du 29 mars 2021)

Entreprises

72- Décret n° 2021-300 du 18 mars 2021 portant application de l'article 1^{er} de la loi n° 2019-486 du 22 mai 2019 relative à la croissance et la transformation des entreprises et introduction de diverses mesures applicables aux formalités incombant aux entreprises (ASF21.102 du 29 mars 2021)

Facturation électronique

73- Arrêté du 14 décembre 2021 modifiant l'arrêté du 9 décembre 2016 relatif au développement de la facturation électronique (ASF 22.045 du 22 février 2022)

Intérêt stratégique

74- Décret n° 2022-83 du 28 janvier 2022 relatif à l'octroi de la garantie de l'Etat pour des opérations présentant un intérêt stratégique pour l'économie française à l'étranger (ASF 22.030 du 3 février 2022)

Investissements étrangers

75- Arrêté du 10 septembre 2021 relatif aux investissements étrangers en France (ASF 21.208 du 1^{er} octobre 2021)

Marchés règlementés

76- Décret n° 2021-1758 du 22 décembre 2021 prorogeant l'abaissement temporaire du seuil de contrôle des investissements étrangers dans les sociétés françaises dont les actions sont admises aux négociations sur un marché règlementé (ASF 21.233 du 30 décembre 2021)

Objectifs environnementaux, sociaux et de gouvernance

77- Décret n° 2021-663 du 27 mai 2021 pris en application de l'article L. 533-22-1 du code monétaire et financier (ASF 21.140 du 9 juin 2021)

Sûretés

78- Décret n° 2021-1887 du 29 décembre 2021 relatif au registre des sûretés mobilières et autres opérations connexes (en attente de mise en ligne)

79- Décret n° 2021-1888 du 29 décembre 2021 pris en application de l'ordonnance n° 2021-1192 du 15 septembre 2021 portant réforme du droit des sûretés (en attente de mise en ligne)

80- Décret n° 2021-1889 du 29 décembre 2021 relatif à des mesures d'application et de coordination de l'ordonnance n° 2021-1192 du 15 septembre 2021 portant réforme du droit des sûretés (en attente de mise en ligne)

TEXTES PROPRES A CERTAINES ACTIVITES

AFFACTURAGE

81- Article 23 de la loi n° 2021-953 du 19 juillet 2021 de finances rectificative pour 2021 – Arrêté du 23 juillet 2021 publié le 7 août 2021 portant modification de l'arrêté du 4 septembre 2020 accordant la garantie de l'Etat aux établissements de crédit et sociétés de financement en application du VI quater de l'article 6 de la loi n°2020-289 de finances rectificative pour 2020 : financement de commandes – Garantie de l'Etat – Prorogation (ASF 21-187 du 9 août 2021)

82- Arrêté du 12 février 2021 modifiant l'arrêté du 4 septembre 2020 accordant la garantie de l'Etat aux établissements de crédit et sociétés de financement en application du VI quater de l'article 6 de la loi n°2020-289 du 23 mars 2020 de finances rectificative pour 2020 (ASF 21.070 du 22 février 2021)

83- Prolongation par la Médiation des Entreprises du sondage sur le Paiement Fournisseurs Anticipé (ex affacturage inversé collaboratif) (ASF 21.110 du 8 avril 2021 et ASF 21.109 du 7 avril 2021)

PRESTATAIRES DE SERVICES D'INVESTISSEMENT (PSI)

AMF

84- Décret n°2020-1768 du 30 décembre 2020 relatif aux contributions dues à l'Autorité des marchés financiers (ASF 21.026 du 30 décembre 2021)

Règlement général de l'Autorité des marchés financiers

85- Arrêté du 23 juillet 2021 portant homologation de modifications du règlement général de l'Autorité des marchés financiers : organismes de placement collectif – Distribution transfrontalière – OPCVM – FIA (ASF 21.183 du 3 août 2021)

86- Arrêté du 12 mai 2021 portant homologation de modifications du règlement général de l'Autorité des marchés financiers : actifs numériques – Sociétés cotées – Epargne retraite (ASF 21.167 du 9 juillet 2021)

87- Arrêté du 29 décembre 2021 portant homologation de modifications du règlement général de l'Autorité des marchés financiers : infrastructures de marché – Haut conseil certificateur de place (ASF 21.023 du 10 janvier 2021)

PRESTATAIRES DE SERVICES D'INVESTISSEMENT (PSI)

Contrats dérivés

- 88-** Décret n° 2022-82 du 28 janvier 2022 modifiant les obligations applicables aux contreparties des organismes de placement collectif pour l'octroi de garanties dans le cadre de contrats dérivés (ASF 22.033 du 7 février 2022)

Emprunts de titres financiers

- 89-** Décret n° 2020-1732 du 29 décembre 2020 : modification du code monétaire et financier concernant les prêts et emprunts de titres financiers (ASF 21.012 du 7 janvier 2022)

Objectifs environnementaux

- 90-** Décret n° 2021-663 du 27 mai 2021 pris en application de l'article L. 533-22-1 du code monétaire et financier (ASF 21.168 du 9 juillet 2021)

PEA – PME

- 91-** Rappel de la réglementation concernant les frais appliqués par le teneur de compte d'un PEA et PEA PME - Courrier du Secrétaire général de l'AMF (N° AMF : 2021000719) : plafonnement des frais (ASF 21.091 du 22 mars 2021)

Contrats de capitalisation – Souscription hors de France

- 92-** Décret n° 2021-184 du 18 février 2021 : souscription hors de France – Déclaration – Modification de l'article 344 C de l'annexe III du code général des impôts (ASF 21.077 du 3 mars 2021)

Entreprises d'investissement

- 93-** Arrêté du 23 décembre 2020 : modification de l'arrêté du 5 septembre 2007 relatif aux autres activités des entreprises d'investissement (ASF 21.054 du 4 février 2021)

Quick fix

- 94-** Décret n° 2022-125 du 4 février 2022 portant dispositions d'adaptation au droit de l'Union européenne dans le domaine des obligations d'information, de la gouvernance des produits financiers et des limites de position des investisseurs destinées à faciliter le financement des entreprises (ASF 22.036 du 9 février 2022)

Marché réglementé

- 95-** Décret n° 2020-1742 du 29 décembre 2020 : création, au sein du code de commerce, d'un chapitre relatif aux sociétés dont les titres sont admis aux négociations sur un marché réglementé ou sur un système multilatéral de négociation (ASF 21.011 du 7 janvier 2021)
- 96-** Décret n° 2020-1729 du 28 décembre 2020 - modification du décret n° 2020-892 du 22 juillet 2020 relatif à l'abaissement temporaire du seuil de contrôle des investissements étrangers dans les sociétés françaises dont les actions sont admises aux négociations sur un marché réglementé (ASF 21.008 du 6 janvier 2021)

FINANCEMENT LOCATIF DE L'EQUIPEMENT DES ENTREPRISES (FLEE) – CREDIT-BAIL IMMOBILIER (CBI) - FINANCEMENT DE L'EQUIPEMENT DES PARTICULIERS (FEP) - FINANCEMENT ET REFINANCEMENT IMMOBILIER (FRI)

Bâtiments à usage tertiaire

- 97- Arrêté du 24 novembre 2020 modifiant l'arrêté du 10 avril 2020 relatif aux obligations d'actions de réduction des consommations d'énergie finale dans des bâtiments à usage tertiaire (ASF 21.039 du 20 janvier 2021)

Certificats d'économie d'énergie

- 98- Arrêté du 10 décembre 2021 modifiant l'arrêté du 22 décembre 2014 définissant les opérations standardisées d'économies d'énergie (ASF 22.017 du 18 janvier 2022)
- 99- Arrêté du 13 septembre 2021 relatif aux programmes dans le cadre du dispositif des certificats d'économies d'énergie : programme d'accompagnement (ASF 21.207 du 1^{er} octobre 2021)
- 100- Arrêté du 19 juillet 2021 modifiant l'arrêté du 22 décembre 2014 définissant les opérations standardisées d'économies d'énergie : opérations standardisées d'économies d'énergie (ASF 21.182 du 3 août 2021)
- 101- Arrêté du 26 avril 2021 relatif aux programmes dans le cadre du dispositif des certificats d'économies d'énergie (ASF 21.142 du 14 juin 2021)
- 102- Arrêté du 25 mars 2021 modifiant l'arrêté du 4 septembre 2014 fixant la liste des éléments d'une demande de certificats d'économies d'énergie et les documents à archiver par le demandeur et l'arrêté du 29 décembre 2014 relatif aux modalités d'application du dispositif des certificats d'économies d'énergie (SF 21.103 du 30 mars 2021)
- 103- Arrêté du 11 mars 2021 modifiant l'arrêté du 29 décembre 2014 relatif aux modalités d'application du dispositif des certificats d'économies d'énergie : précarité énergétique (ASF 21.105 du 30 mars 2021)
- 104- Arrêté du 14 décembre 2020 modifiant l'arrêté du 4 septembre 2014 fixant la liste des éléments d'une demande de certificats d'économies d'énergie et les documents à archiver par le demandeur (ASF 21.028 du 12 janvier 2021)

Décarbonation

- 105- Arrêté du 28 mai 2021 modifiant l'arrêté du 7 novembre 2020 relatif aux modalités de gestion de l'aide en faveur des investissements de décarbonation des outils de production industrielle (ASF 21.166 du 9 juillet 2021)

Démarchage téléphonique

- 106- Arrêté du 29 septembre 2021 fixant les tarifs d'utilisation de la liste d'opposition au démarchage téléphonique - Arrêté du 29 septembre 2021 portant désignation de l'organisme chargé de la gestion de la liste d'opposition au démarchage téléphonique (ASF 21.213 du 21 octobre 2021)

Investissement de transformation

- 107- Décret n° 2021-973 du 22 juillet 2021 relatif aux contrôles et sanctions de l'aide en faveur des investissements de transformation vers l'industrie du futur des PME et ETI industrielles au titre de 2021 (ASF 21.177 du 2 août 2021)

Marchés publics

- 108- Arrêté du 26 juillet 2021 modifiant l'annexe de l'arrêté du 12 février 2020 fixant un modèle d'avis pour la passation des marchés publics répondant à un besoin d'une valeur estimée entre 90 000 € hors taxes et les seuils de procédure formalisée (ASF 21.184 du 3 août 2021)

Microcrédit

- 109-** Décret n° 2022-124 du 4 février 2022 relatif aux prêts accordés à des personnes physiques pour le financement de projets d'insertion (ASF 22.037 du 9 février 2022)

Primo accession à la propriété - Eco-Prêt à taux zéro

- 110-** Décret n° 2020-1819 du 30 décembre 2020 relatif aux prêts ne portant pas intérêt consentis pour financer la primo-accession à la propriété (ASF 21.014 du 7 janvier 2021)
- 111-** Arrêté du 30 août 2020 modifiant les arrêtés du 4 mai 2009 relatif aux conditions d'application de dispositions concernant les avances remboursables sans intérêts destinées au financement de travaux de rénovation afin d'améliorer la performance énergétique des logements anciens (SAF 21.048 du 28 janvier 2021)

Subvention

- 112-** Décret n° 2021-535 du 30 avril 2021 relatif à l'aide en faveur des investissements de transformation vers l'industrie du futur des PME et ETI industrielles au titre de 2021 (ASF 21.145 du 14 juin 2021)
- 113-** Arrêté du 30 avril 2021 relatif aux modalités de gestion de l'aide en faveur des investissements de transformation vers l'industrie du futur des PME et ETI industrielles au titre de 2021 (SAF 21.146 du 14 juin 2021)

Transition et performance énergétiques

- 114-** Décret n° 2021-1700 du 17 décembre 2021 relatif aux modalités d'intervention du fonds de garantie pour la rénovation énergétique, à l'amortissement des prêts avance mutation et au taux annuel effectif global applicable au prêt viager hypothécaire (ASF 22.016 du 18 janvier 2022)
- 115-** Décret n° 2021-344 du 29 mars 2021 relatif à l'habilitation de mandataires dans le cadre de la prime de transition énergétique (ASF 21.171 du 9 juillet 2021)
- 116-** Décret n° 2021-59 du 25 janvier 2021 modifiant le décret n° 2020-26 du 14 janvier 2020 relatif à la prime de transition énergétique (ASF 21.049 du 28 janvier 2021)
- 117-** Décret n° 2021-58 du 25 janvier 2021 modifiant le décret n° 2020-26 du 14 janvier 2020 relatif à la prime de transition énergétique (ASF 21.044 du 28 janvier 2021)
- 118-** Décret n° 2021-19 du 11 janvier 2021 relatif au critère de performance énergétique dans la définition du logement décent en France métropolitaine (ASF 21.032 du 13 janvier 2021)
- 119-** Arrêté du 21 octobre 2021 modifiant l'arrêté du 15 septembre 2006 relatif au diagnostic de performance énergétique pour les bâtiments existants proposés à la vente en France métropolitaine (ASF 21.005 du 4 janvier 2021)
- 120-** Arrêté du 31 mars 2021 modifiant diverses dispositions relatives au diagnostic de performance énergétique (ASF 21.169 du 9 juillet 2021)
- 121-** Arrêté du 29 mars 2021 relatif à l'habilitation de mandataires dans le cadre de la prime de transition énergétique (ASF 21.170 du 9 juillet 2021)
- 122-** Arrêté du 25 janvier 2021 modifiant l'arrêté du 14 janvier 2020 relatif à la prime de transition énergétique (21.050 du 28 janvier 2021)
- 123-** Arrêté du 25 janvier 2021 modifiant l'arrêté du 17 novembre 2020 relatif aux caractéristiques techniques et modalités de réalisation des travaux et prestations dont les

dépenses sont éligibles à la prime de transition énergétique (ASF 21.047 du 28 janvier 2021)

124- Arrêté du 25 janvier 2021 modifiant l'arrêté du 14 janvier 2020 relatif à la prime de transition énergétique (ASF 21.050 du 28 janvier 2021)

125- Arrêté du 30 décembre 2020 modifiant l'arrêté du 25 mai 2011 relatif à l'application en outre-mer de dispositions concernant les avances remboursables sans intérêts destinées au financement de travaux de rénovation afin d'améliorer la performance énergétique des logements anciens (ASF 21.019 du 11 janvier 2021)

126- Arrêté du 24 décembre 2020 modifiant l'arrêté du 1^{er} décembre 2015 relatif aux critères de qualifications requis pour le bénéfice du crédit d'impôt pour la transition énergétique et des avances remboursables sans intérêt destinées au financement de travaux de rénovation afin d'améliorer la performance énergétique des logements anciens (ASF 21.020 du 11 janvier 2021)

127- Arrêté du 4 décembre 2020 modifiant de l'arrêté du 26 octobre 2010 relatif aux caractéristiques thermiques et aux exigences de performances énergétiques applicables aux bâtiments nouveaux et aux parties nouvelles de bâtiment (ASF 21.029 du 13 janvier 2021)

Valeurs locatives des locaux professionnels

128- Décret n° 2022-127 du 5 février 2022 précisant la méthode applicable pour l'actualisation des paramètres collectifs d'évaluation des valeurs locatives des locaux professionnels (ASF 22.035 du 9 février 2021)

Véhicules propres

129- Décret n° 2021-1494 du 17 novembre 2021 relatif aux critères définissant les véhicules à faibles et à très faibles émissions dont le poids total autorisé en charge n'excède pas 3,5 tonnes (ASF 22.007 du 7 janvier 2022)

130- Décret n° 2021-977 du 23 juillet 2021 relatif aux aides à l'acquisition ou à la location de véhicules peu polluants (ASF 21.176 du 2 août 2021)

131- Décret n° 2021-515 du 29 avril 2021 relatif aux obligations d'achat ou d'utilisation de véhicules de poids total autorisé en charge inférieur ou égal à 3,5 tonnes à faibles ou à très faibles émissions par les entreprises (ASF 21.155 du 25 juin 2021)

132- Décret n° 2021-37 du 19 janvier 2021 relatif aux aides à l'acquisition ou à la location de véhicules peu polluants (ASF 21.040 du 21 janvier 2021)

SOCIAL

Covid 19

133- Protocole National pour assurer la santé et la sécurité des salariés en entreprise face à l'épidémie de COVID 19 Actualisé au 6 janvier 2021 (ASF21.030 du 13 janvier 2021)

134- Détermination des taux et modalités de calcul de l'indemnité et de l'allocation d'activité partielle - Décret n° 2020-1681 du 24 décembre 2020 - Décret n° 2020-1786 du 30 décembre 2020 (ASF 21.031 du 13 janvier 2021)

135- Application de dérogations relatives au bénéfice des indemnités journalières et de l'indemnité complémentaire prévue à l'article L. 1226-1 du code du travail ainsi qu'aux conditions de prise en charge par l'assurance maladie de certains frais de santé afin de lutter contre l'épidémie de Covid-19 - Décret n° 2021-13 du 8 janvier 2021 (ASF21.041 du 22 janvier 2021)

- 136-** Protocole national en entreprise pour assurer la santé et la sécurité des salariés en entreprise face à l'épidémie du Covid 19 - Version applicable à compter du 21 janvier 2022 (ASF 22.023 du 25 janvier 2022)
- 137-** Protocole National pour assurer la santé et la sécurité des salariés en entreprise face à l'épidémie de COVID 19 - Actualisé au 29 janvier 2021 (ASF21.052 du 4 février 2021)
- 138-** Détermination des taux et modalités de calcul de l'indemnité et de l'allocation d'activité partielle - Décret n° 2021-88 du 29 janvier 2021 - Décret n° 2021-89 du 29 janvier 2021 (ASF 21.053 du 4 février 2021)
- 139-** Instruction de la Direction générale du travail du 3 février 2021 relative aux orientations et modalités d'intervention du système d'inspection du travail dans le cadre des mesures renforcées de lutte contre la Covid : télétravail (ASF 21.062 du 11 février 2021)
- 140-** Décret n° 2021-271 du 11 mars 2021 modifiant le décret n° 2021-13 du 8 janvier 2021 prévoyant l'application de dérogations relatives au bénéfice des indemnités journalières et de l'indemnité complémentaire prévue à l'article L. 1226-1 du code du travail ainsi qu'aux conditions de prise en charge par l'assurance maladie de certains frais de santé afin de lutter contre l'épidémie de covid-19 (ASF 21.107 du 31 mars 2021)
- 141-** Instruction de la Direction générale du travail du 25 mars 2021 relative aux orientations et modalités d'intervention du système d'inspection du travail (SIT) dans le cadre des mesures renforcées de lutte contre la COVID-19 (ASF 21.106 du 31 mars 2021)
- 142-** Protocole national pour assurer la santé et la sécurité des salariés en entreprise face à l'épidémie du Covid 19 - Actualisé au 23 mars 2021 (ASF 21. 093 du 25 mars 2021)
- 143-** Détermination des taux de l'allocation d'activité partielle – Modification du décret n° 2020-1316 du 30 octobre 2020 relatif à l'activité partielle et au dispositif d'activité partielle spécifique en cas de réduction d'activité durable. Décret 2021-225 du 26 février 2021 – Décret 2021-221 du 26 février 2021 (ASF 21.081 du 9 mars 2021)
- 144-** Modification du décret n° 2020-1316 du 30 octobre 2020 modifié relatif à l'activité partielle et au dispositif d'activité partielle spécifique en cas de réduction d'activité durable – Taux de l'allocation d'activité partielle - Décret n° 2021-347 du 30 mars 2021- Décret n° 2021-348 du 30 mars 2021 (ASF 21.111 du 8 avril 2021)
- 145-** Activité partielle - Garde d'enfant - Dans son questions-réponses sur l'activité partielle mis à jour le 13 avril 2021, le Ministère du travail a précisé les conditions requises pour bénéficier de l'activité partielle pour garde d'enfant (ASF21.122 du 5 mai 2021)
- 146-** Arrêté du 10 mai 2021 modifiant le contingent annuel d'heures indemnifiables au titre de l'activité partielle pour l'année 2021 (ASF 21.124 19 mai 2021)
- 147-** Protocole national pour assurer la santé et la sécurité des salariés en entreprise face à l'épidémie du Covid 19 - Actualisé au 18 mai 2021 (ASF 21.125 du 25 mai 2021)
- 148-** COVID-19 - Sortie de crise sanitaire - Loi n° 2021-689 du 31 mai 2021 relative à la gestion de la sortie de crise sanitaire (ASF 21.134 du 3 juin 2021)
- 149-** Protocole national pour assurer la santé et la sécurité des salariés en entreprise face à l'épidémie du Covid 19 et Fiche de la restauration collective- Version applicable à compter du 9 juin 2021 (ASF 21.136 du 8 juin 2021)

- 150-** Protocole national pour assurer la santé et la sécurité des salariés en entreprise face à l'épidémie du Covid 19 et Fiche de la restauration collective - Version applicable à compter du 30 juin 2021 (ASF 21.163 du 5 juillet 2021)
- 151-** Protocole national en entreprise pour assurer la santé et la sécurité des salariés en entreprise face à l'épidémie du Covid 19 et Fiche relative à la restauration collective - Version applicable à compter du 29 novembre 2021 (ASF 21.218 du 30 novembre 2021)
- 152-** Protocole national en entreprise pour assurer la santé et la sécurité des salariés en entreprise face à l'épidémie du Covid 19 - Version applicable à compter du 8 décembre 2021 (ASF 21.222 du 13 décembre 2021)
- 153-** Protocole national en entreprise pour assurer la santé et la sécurité des salariés en entreprise face à l'épidémie du Covid 19 - Version applicable à compter du 3 janvier 2022 (ASF 22.006 du 4 janvier 2022)

Formation professionnelle

- 154-** Accord paritaire de branche du 14 janvier 2022 sur la formation professionnelle (ASF 22.032 du 4 février 2022)
- 155-** Ministère du Travail, de l'Emploi et de l'Insertion - Mobilisation du FNE-Formation dans le cadre de parcours de formation - Instruction ministérielle du 27 janvier 2021 (ASF 21.056 du 8 février 2021)
- 156-** Aide aux employeurs d'apprentis et de salariés en contrats de professionnalisation - Décret n° 2021-223 du 26 février 2021 – Décret n° 2021-224 du 26 février 2021 (ASF 21.076 du 2 mars 2021)
- 157-** Dans le cadre de l'instruction ministérielle du 27 janvier 2021 relative à la mobilisation du FNE-Formation dans le cadre de parcours de formation, Atlas, l'OPCO des services financiers et du conseil, a signé avec le Ministère du travail une convention sur le FNE-Formation (ASF 21.113 du 9 avril 2021)

Convention collective des sociétés financières

- 158-** Article 42 de la convention collective des sociétés financières : retraite (ASF 22.025 du 26 janvier 2022)
- 159-** Convention Collective Nationale des Sociétés Financières – Mise à jour au 7 juin 2021)

Rémunérations minimales garanties (RMG)

- 160-** Accord paritaire de branche du 5 mars 2021 relatif aux rémunérations minimales garanties (RMG) (ASF 21.097 du 25 mars 2021)
- 161-** Convention collective – Rémunérations minimales garanties (RMG) des coefficients 230 à 245 Accord du 12 mai 2021 (ASF 21.135 du 7 juin 2021)

Congé de paternité

- 162-** Décret n° 2021-574 du 10 mai 2021 relatif à l'allongement et à l'obligation de prise d'une partie du congé de paternité et d'accueil de l'enfant (ASF 26.128 du 26 mai 2021)

Entretiens professionnels

- 163-** Entretiens professionnels et état des lieux à 6 ans prévus à l'article L. 6315-1 II du code du travail doivent être réalisés par l'employeur avant le 30 juin 2021 (au lieu du 31 décembre 2020) (ASF 21.129 du 28 mai 2021)

Représentativité

- 164-** Arrêtés du 6 octobre 2021 fixant la liste des organisations professionnelles d'employeurs et des organisations syndicales de salariés reconnues représentatives dans la convention collective nationale des sociétés financières (ASF 21.216 du 4 novembre 2021)